Reçu en préfecture le 08/07/2025

Publié le

ID: 092-219200466-20250708-DEL2025_67-DE

Ville de Malako

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

<u>Séance du</u> : **25 juin 2025**

Objet : Rapport d'activité de la Commission Communale de Services Publics

Locaux (CCSPL) 2024

Nombre de membres composant le conseil : 39		N° DEL2025_67
En exercice: Présents: Représentés (ayant donné mandat): Absent excusé (sans mandat):	39 28 10 1	Arrivée en Préfecture le : Publiée le : Exécutoire le :

L'an deux mille vingt cinq, le vingt cinq juin à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents:

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse - Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - Mme Jocelyne Boyaval - M. Jean-Michel Poullé - Mme Dominique Trichet-Allaire - M. Michel Aouad - M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues - M. Loïc Courteille - M. François Thomas - M. Grégory Gutierez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Toueilles - M. Hugo Poupard - M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :

M. Saliou Ba à M. Michel Aouad Mme Virginie Aprikian à M. Antonio Oliveira Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos M. Pascal Brice à M. Loïc Courteille Mme Julie Muret à M. Nicolas Garcia Mme Tracy Kitenge à M. Hugo Poupard M. Aurélien Denaes à M. Dominique Cardot Mme Fatou Sylla à Mme Vanessa Ghiati M. Gilles Bresset à M. Roger Pronesti

Envoyé en préfecture le 08/07/2025

Reçu en préfecture le 08/07/2025

ID: 092-219200466-20250708-DEL2025_67-DE

Etaient excusés:

Mme Charlotte Rault

Secrétaire de séance : M. nom en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

ID: 092-219200466-20250708-DEL2025_67-DE

Ville de Malako

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 25 iuin 2025

Registre des délibérations Délibération n° DEL2025_67

Objet : Rapport d'activité de la Commission Communale de Services Publics Locaux (CCSPL) 2024

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1413-1;

Vu la délibération du conseil municipal DEL2020 62 du 3 juin 2020 portant désignation des membres composant la commission consultative des services publics locaux (CCSPL);

Vu le rapport d'activité 2024 de la Commission Consultatives des Services Publics Locaux annexé à la présente délibération :

Vu l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant qu'en application de l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales, les collectivités de plus de 10 000 habitants ont l'obligation de créer une Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Considérant que cette commission doit présenter, chaque année, avant le 1^{er} juillet, un état des travaux réalisés au cours de l'année précédente devant le conseil municipal

Après en avoir délibéré,

Article 1: PREND ACTE du rapport d'activité 2024 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.

Envoyé en préfecture le 08/07/2025

Fait et délibéré à la date ci-de Reguen préfecture le 08/07/2025 Ont signé les membres présen Publié le Pour extrait conforme au regis ID 092-219200466-20250708-DEL2025_67-DE

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- l'Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr